

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN DECEMBRE 2023 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin décembre 2023, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

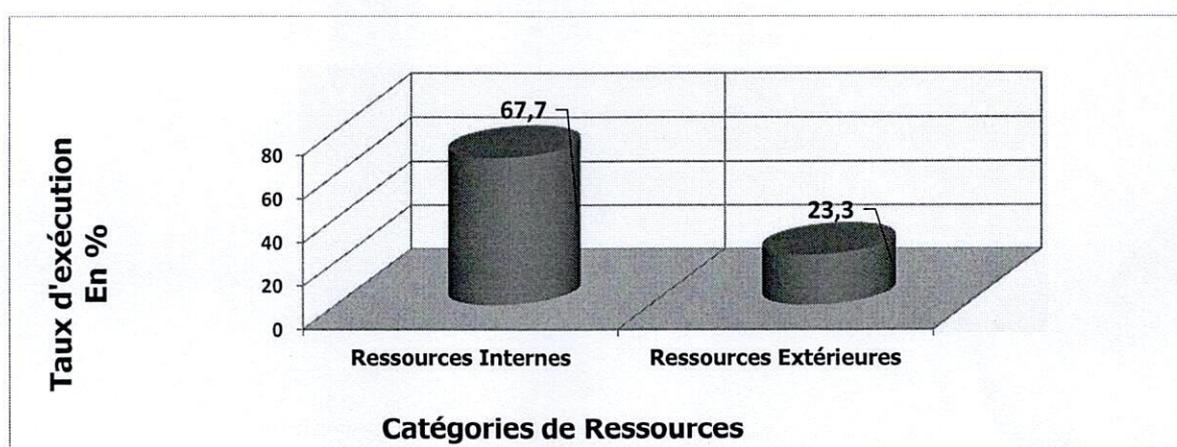
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin décembre 2023 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de **18.315.811.833.105 FC** contre les prévisions de **30.299.631.685.019 FC**, soit un taux d'exécution de **60,4%**.

Les dépenses sur **ressources internes** ont été exécutées à hauteur de **17.161.074.588.984 FC**, contre les prévisions de **25.340.256.554.493 FC**, soit un taux d'exécution de **67,7%**

Les dépenses sur **ressources extérieures** disposent d'une exécution de **1.154.737.244.122 FC**, contre les prévisions de **4.959.375.130.526 FC**, soit un taux d'exécution de **23,3%**.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n°1 : Exécution du budget général par catégorie de ressource

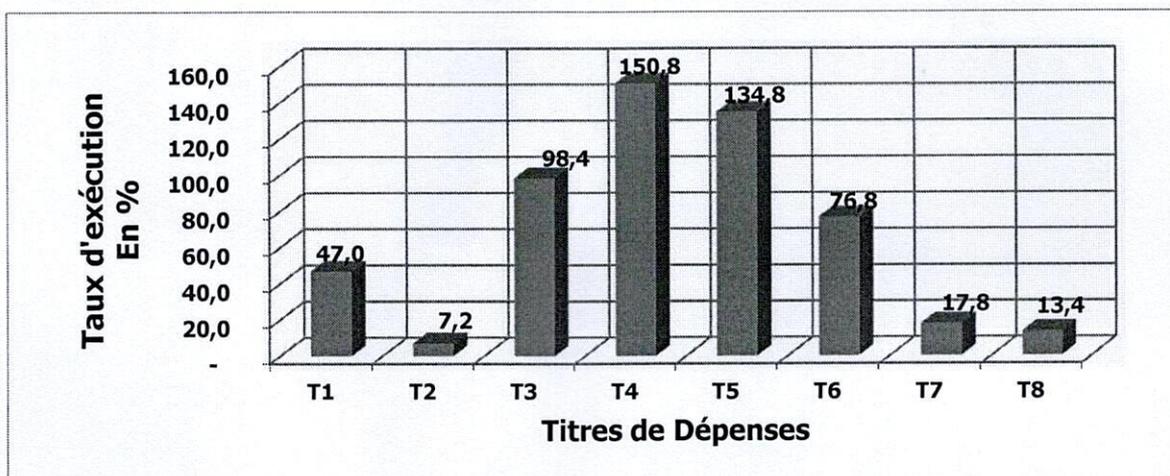


1. Pour les dépenses de rémunération, l'exécution s'élève à hauteur de **7.237.366.455.124 FC** contre les prévisions de **7.130.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **101,5%**. Ce niveau reste dans les limites des critères du programme de facilité élargie de crédit avec le Fonds Monétaire International.
2. Outre ces dépenses et celles liées à la rétrocession aux Administrations financières ainsi qu'au service de la dette, l'essentiel des dépenses à fin décembre 2023 a porté sur :

JL

- la réhabilitation :
 - du centre de formation à Katwambi-Tshibashi dans la province du Kasai central (1.728.994.788 FC), de la centrale hydroélectrique de la Tshopo dont le coût s'élève à 18.820.068.506 FC et de 50 km de route de desserte agricole sur l'axe Kasomeno – Kawambwa dans la province du Haut-Katanga pour une enveloppe de 801.673.994 FC ;
 - des homes 20 et 30, des voies d'accès aux homes et construction de la clôture de 13km à l'UNIKIN (1.239.750.000 FC) ;
 - des homes des vieillards d'Inongo (1.239.750.000 FC) ;
 - des routes et des pistes rurales en provinces (2.729.565.000 FC) ;
- l'acquisition :
 - de 10.000 bancs-pupitres par province pour les écoles des provinces du Kongo Central (654.339.239 FC), du Kwilu (649.906.564 FC), du Kwango (652.355.886 FC), de l'Equateur (695.511.737 FC), du Mai-Ndombe (681.317.620 FC) et de Kinshasa (578.278.844 FC) pour le compte du centre de formation professionnelle Saint Joseph ;
 - d'équipements médicaux modernes cardiovasculaires au profit des hôpitaux militaires de la République Démocratique du Congo (3.595.363.346 FC) ;
 - des matériels audio-visuels et des cars de reportage en faveur de la RTNC (4.011.733.045 FC) ;
- la construction, réhabilitation et équipement :
 - des homes des vieillards dans les communes de Lingwala (Kabinda) et Kintambo (2.792.237.365 FC), du stade papa MOVOTO à Gemena (1.338.165.920 FC), de huit écoles techniques dans la province du Mai-Ndombe (529.621.597 FC), de la route « chemin de passion » reliant la cité de Mbanza-Ngungu et à celle de Nkamba Jérusalem dans la province du Kongo-Central (19.834.880.073 FC) ainsi que de l'hôpital général de Gbadolite dans la province du Nord-Ubangi (2.111.839.732 FC) ;
 - de la septième passerelle sur le site Debonhomme (2.878.872.760 FC) ;
 - de la salle informatique de la bibliothèque numérique de la Direction de l'Intendance de l'UNIKIN (946.290.057 FC) ;
- l'organisation de l'atelier de sensibilisation des jeunes sur la paix, la sécurité et la cohésion nationale à Goma, Bukavu et Bunia (600.000.000 FC), de la journée mondiale de sensibilisation à l'Autisme (149.198.600 FC), des travaux d'électrification des centres de santé de la province du Sud-Ubangi (18.454.549 FC) ;
- la promotion, l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes en faveur du Ministère de la Jeunesse et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté (1.240.000.000 FC) ;
- la lutte antiérosive du site bel air à Mbuji Mayi dans la province du Kasai-Oriental (1.734.712.841 FC) ;
- l'assistance humanitaire à hauteur de 1.406.020.000 FC en faveur des personnes victimes des massacres perpétrés par des hommes armés dans le village de Bakuakenge et de 800.000.000 FC en faveur des populations victimes de diverses crises ;
- la rénovation du bâtiment abritant la chancellerie de l'ambassade de la République Démocratique du Congo à Libreville au Gabon avec un montant de 865.289.557 FC ;
- la relance de la réindustrialisation et la réhabilitation de certaines usines, y compris SOTEXKI, dont le coût s'élève à 5.203.862.737 FC ;

3. Les exécutions de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après
Tableau 1 : Dépenses du budget général par titre à fin décembre 2023



- **Dette publique en capital (T1) :** 473.030.100.733 FC contre les prévisions de 1.006.872.707.493 FC, soit un taux d'exécution de 47,0% ;
- **Frais financiers (T2) :** 45.539.516.077 FC contre les prévisions de 630.649.795.606 FC, soit un taux d'exécution de 7,2% ;
- **Dépenses de personnel (T3) :** 7.548.733.390.242 FC contre les prévisions de 7.673.723.678.800 FC, soit un taux d'exécution de 98,4%
- **Biens et matériels (T4) :** 587.252.644.535 FC contre les prévisions de 389.465.805.251 FC, soit un taux d'exécution de 150,8% ;
- **Dépenses de prestations (T5) :** 2.108.888.175.793 FC contre les prévisions de 1.564.638.068.802 FC, soit un taux d'exécution de 134,8% ;
- **Transferts et interventions de l'Etat (T6) :** 5.692.932.060.266 FC contre les linéaires de 7.414.115.697.125 FC, soit un taux d'exécution de 76,8% ;
- **Equipements (T7) :** 1.222.572.776.740 FC, contre les prévisions de 6.882.186.714.119 FC, soit un taux d'exécution de 17,8% ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière (T8) :** 636.863.168.720 FC, contre les prévisions de 4.737.979.217.823 FC, soit un taux d'exécution de 13,4%.

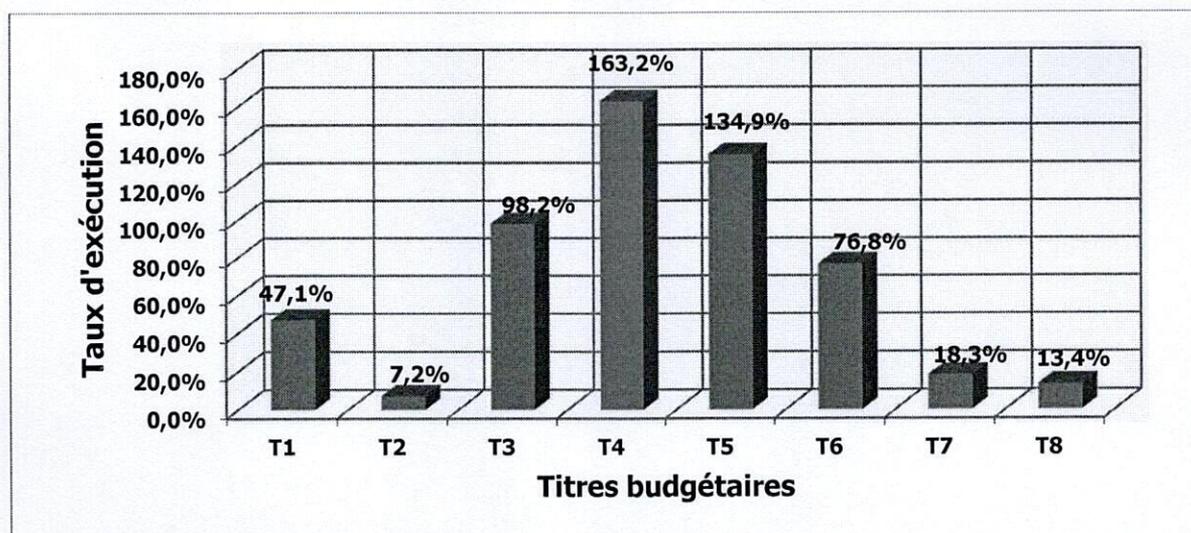
Les principaux projets d'investissements tant sur ressources propres que sur ressources extérieures exécutés au cours de l'année 2023 sont :

- la lutte antiérosive du site bel air à Mbuji Mayi dans la province du Kasai-Oriental ;
- la construction et la réhabilitation des homes des vieillards dans les communes de Lingwala (Kabinda) et Kintambo et celle de l'hôpital général de référence de Kungu dans la province du Sud-Ubangi ;
- la réhabilitation et l'entretien de la Route nationale numéro 7, tronçon de Lodja-Benadi-Bele-Lukibu-Kananga ;
- la construction des forages et des bornes fontaines dans le territoire de Bulungu dans la province de Kwilu ;
- le projet d'amélioration pour la qualité et la pertinence de l'éducation (PAQUE) ;

JP

- la construction du Centre financier de Kinshasa et de l'immeuble du siège de l'Office des routes.

Graphique n°2 : Exécution des dépenses par Titres budgétaires



4. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :

Tableau 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin décembre 2023

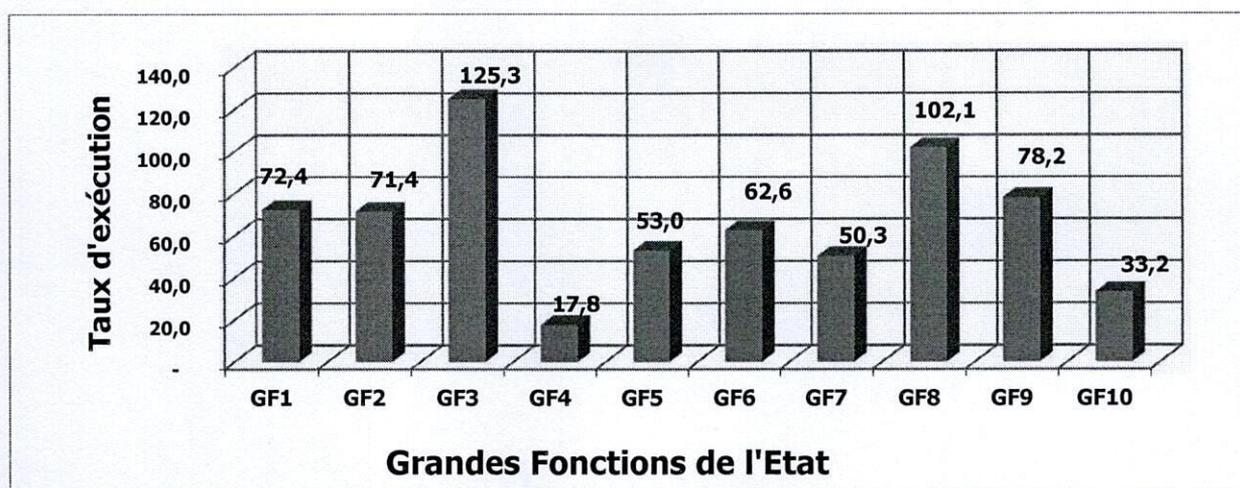
Code	Fonctions	Voté	Exécuté	Taux Exéc.	Structure Exéc.
01	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 259 521 539 752	7 430 170 925 042	72,4	40,6
02	DEFENSE	2 124 643 023 997	1 517 813 914 179	71,4	8,3
03	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	1 428 413 424 425	1 789 558 814 701	125,3	9,8
04	AFFAIRES ECONOMIQUES	6 977 346 668 348	1 238 525 285 225	17,8	6,8
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	248 657 706 495	131 785 252 910	53,0	0,7
06	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	329 216 065 432	205 997 847 446	62,6	1,1
07	SANTE	2 850 669 024 397	1 434 544 517 748	50,3	7,8
08	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	314 038 988 381	320 622 885 016	102,1	1,8
09	ENSEIGNEMENT	5 181 577 381 890	4 052 120 416 977	78,2	22,1
10	PROTECTION SOCIALE	585 547 861 902	194 671 973 862	33,2	1,1
Total général		30 299 631 685 019	18 315 811 833 105	60,4	100,0

- Services généraux des Administrations publiques (GF1) :** 7.430.170.925.042 FC contre les prévisions de 10.259.521.539.752 FC, soit un taux d'exécution de 72,4% ;
- Défense (GF2) :** 1.517.813.914.179 FC contre les prévisions 2.124.643.023.997 FC, soit un taux d'exécution de 71,4% ;
- Ordre et sécurité publics (GF3) :** 1.789.558.814.701 FC contre les prévisions de 1.428.413.424.425 FC, soit un taux d'exécution de 125,3% ;
- Affaires économiques (GF4) :** 1.238.525.285.225 FC contre les prévisions de 6.977.346.668.348 FC, soit un taux d'exécution de 17,8% ;
- Protection de l'environnement (GF5) :** 131.785.252.910 FC contre les prévisions de 248.657.706.495 FC, soit un taux d'exécution de 53,0% ;

8/2

- Logement et équipement collectif (GF6) : 205.997.847.446 FC contre les prévisions de 329.216.065.432 FC, soit un taux d'exécution de 62,6% ;
- Santé (GF7) : 1.434.544.517.748 FC contre les prévisions de 2.850.669.024.397 FC, soit un taux d'exécution de 50,3% ;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 320.622.885.016 FC contre les prévisions de 314.038.988.381 FC, soit un taux d'exécution de 102,1% ;
- Enseignement (GF9) : 4.052.120.416.977 FC contre les prévisions de 5.181.577.381.890 FC, soit un taux d'exécution de 78,2% ;
- Protection sociale (GF10) : 194.671.973.862 FC contre les prévisions de 585.547.861.902 FC, soit un taux d'exécution de 33,2%.

Graphique n°3 : Exécution des dépenses par Grandes fonctions de l'Etat



5. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 3 : Dépenses du budget général par rubrique à fin décembre 2023

Code	Rubriques budgétaires	Voté	Exécuté	Taux Exéc.	Structure Exéc.
1	Bourse d'Études	15 000 000 000	473 958 199	3,2	0,0
2	Charges Communes	264 538 212 989	253 475 406 343	95,8	1,4
3	Contrepartie des Projets	150 000 000 000	68 746 977 416	45,8	0,4
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 224 000 000 000	418 171 782 851	34,2	2,3
5	Dette Publique	1 006 872 707 493	473 030 100 733	47,0	2,6
6	Financement des Réformes	645 913 550 023	69 266 160 846	10,7	0,4
7	Fonctionnement des Institutions	1 259 897 387 960	2 590 686 322 157	205,6	14,1
8	Fonctionnement des Ministères	1 947 627 674 897	3 044 799 136 796	156,3	16,6
9	Fonds de Péréquation	1 780 659 844 745	156 342 407	0,0	0,0
10	Frais Financiers	630 649 795 606	45 539 516 077	7,2	0,2
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 480 123 991 283	953 133 162 039	64,4	5,2
12	Investissements sur Ressources Extérieures	4 959 375 130 526	1 154 737 244 122	23,3	6,3
13	Investissements sur Ressources Propres	1 797 005 405 298	312 192 513 897	17,4	1,7
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 931 491 761 597	323 602 867 618	11,0	1,8
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	101 027 905 341	37,4	0,6
16	Rémunérations	7 130 000 000 000	7 237 366 455 124	101,5	39,5
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 256 903 124 918	964 318 244 577	76,7	5,3
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	492 809 872 536	14 743 553 470	3,0	0,1
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000		0,0	0,0
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	4 336 016 624	14,2	0,0
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	738 321 975 634	286 008 166 470	38,7	1,6
22	TVA Remboursable	265 000 000 000		0,0	0,0
	Total général	30 299 631 685 019	18 315 811 833 105	60,4	100,0

Handwritten signature

- **Bourse d'études (RB1) : 473.958.199 FC** contre les prévisions de **15.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **3,2%** ;
- **Charges communes (RB2) : 253.475.406.343 FC** contre les prévisions de **264.538.212.989 FC**, soit un taux d'exécution de **95,8%** ;
- **Contrepartie des projets (RB3) : 68.746.977.416 FC** contre les prévisions de **150.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **45,8%** ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : au mois de décembre 2023, le Gouvernement de la République a débloqué une somme de 418.171.782.851 FC** au titre de dépenses exceptionnelles, contre **1.224.000.000.000 FC** de prévision, soit un taux d'exécution de **34,2%**. Les dépenses ont été effectuées essentiellement sur les opérations électorales pour un montant de **390.157.688.221 FC** ; de **9.809.727.433 FC** en faveur de déplacés de guerres ; et de **18.204.367.197 FC** pour les opérations spécifiques liées à l'exécution du budget.
Cette hauteur de réalisation a permis au Gouvernement de disposer de fonds nécessaires à la CENI afin de poursuivre aisément les opérations électorales, de faire face aux défis sécuritaires et d'assister la population lors des catastrophes naturelles, des calamités et accidents majeurs.
- **Dette publique (RB5) : 473.875.085.363 FC** contre les prévisions de **1.006.872.707.493 FC**, soit un taux d'exécution de **47,1%** ;
- **Financement des réformes (RB6) : 69.266.160.846 FC** contre les prévisions de **645.913.550.023 FC**, soit un taux d'exécution de **10,7%** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 2.5906.863.221.57 FC** contre les prévisions de **1.259.897.387.960 FC**, soit un taux d'exécution de **205,6%** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 3.044.799.136.796 FC** contre les prévisions de **1.947.627.674.897 FC**, soit un taux d'exécution de **156,3%** ;
- **Fonds de péréquation (RB9) : 156.342.407 FC** contre les prévisions de **1.780.659.844.745 FC**, soit un taux d'exécution de **0,0%** ;
- **Frais financiers (RB10) : 45.539.516.077 FC** contre les prévisions de **630.649.795.606 FC**, soit un taux d'exécution de **7,2%** ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 953.133.162.039 FC** contre les prévisions de **1.480.123.991.283 FC**, soit un taux d'exécution de **64,4%** ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 1.154.737.244.122 FC** contre les prévisions de **4.959.375.130.526 FC**, soit un taux d'exécution de **23,3%** ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : les fonds décaissés au titre d'investissement sur ressources propres sont d'une hauteur de 312.192.513.897 FC**, soit **17,4%** par rapport à une prévision de **1.797.005.405.298 FC**.

Ces fonds ont servi à financer les acquisitions d'équipements éducatifs, la construction du centre financier de Kinshasa, la construction et la réhabilitation des voies routières et des bâtiments administratifs dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL-145T) visant à améliorer le cadre de vie des populations rurales.

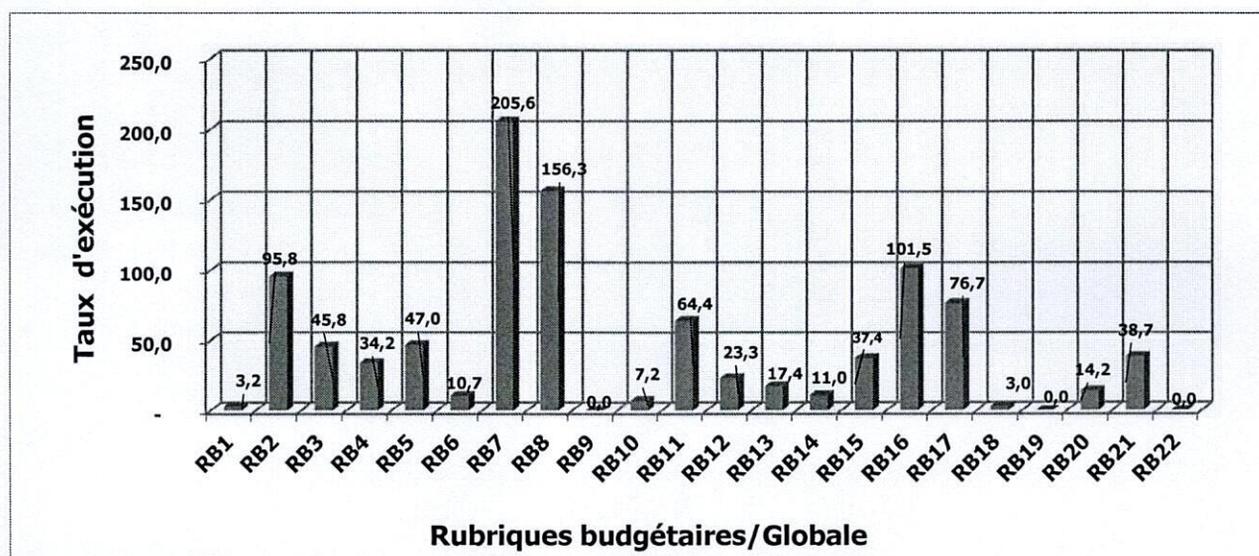
Ce projet d'un montant de **1,7 milliard de dollars** vise à autonomiser les **145 territoires** des **26 provinces** que compte la RDC. Les principales actions envisagées sont : la réhabilitation et/ou l'entretien de **38.936 km** de route, la construction de **418 mini centrales solaires** et de **471 km** d'éclairage public, la construction de **3.071 forages** et de **447 sources d'eau** aménagées, la construction de **238 marchés modernes**, la construction de **145 bâtiments administratifs** dans les chefs-lieux des territoires et de **636 bâtiments administratifs** dans les chefs-lieux des

secteurs ; la construction de **1.450 logements** du staff dirigeant des territoires, **788 centres de santé** et **1.210 écoles**.

- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) : 323.602.867.618 FC** contre les prévisions de **2.931.491.761.597 FC**, soit un taux d'exécution de **11,0%** ;
- **Mise à la retraite (RB15) : 101.027.905.341 101027905340,96FC** contre les prévisions de **270.211.249.514 FC**, soit un taux d'exécution de **37,4%** ;
- **Rémunérations (RB16) : les rémunérations payées à fin décembre se sont chiffrées à 7.237.366.455.124 FC** contre une prévision de **7.130.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **101,5%**. Il est à noter que ces rémunérations représentent **39,3%** des dépenses du budget général exécutées ;
- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17) : 964.318.244.577 FC** contre les prévisions de **1.256.903.124.918 FC**, soit un taux d'exécution de **76,7%** ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : la subvention aux budgets annexes, au mois de décembre, a été exécutée au montant de 14.743.553.470 FC** contre une prévision de **492.809.872.536 FC**, soit un taux d'exécution de **3,0%** ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20) : 4.336.016.624 FC** contre les prévisions de **30.480.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **14,2%** ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21) : 286.008.166.470 FC** contre les prévisions de **738.321.975.634 FC**, soit un taux d'exécution de **38,7%** ;

Il sied de signaler que la rubrique **Subvention aux Services Déconcentrés (R19)** a été exécutée jusqu'à la phase de l'ordonnancement. La **TVA remboursable (RB22)** quant à elle, est en cours d'analyse pour intégration dans la chaîne de la dépense.

Graphique n°4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



6. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de **3.369.339.593.899 FC**, contre les prévisions de **6.645.554.865.385 FC**, soit un taux d'exécution de **50,7%**.

Elles sont subdivisées de la manière suivante :

- **Rémunérations (RB15) : 2.759.728.559.811 FC** contre les prévisions de **2.975.741.128.154 FC**, soit un taux d'exécution de **92,7%** ;

SP

- **Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement) (RB20) : 286.008.166.470 FC** contre les prévisions **738.321.975.634 FC**, soit un taux d'exécution de **38,7%**.
 - **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 323.602.867.618 FC** contre les prévisions de **2.931.491.761.597 FC**, soit un taux d'exécution de **11,0%** ;
7. Les **dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)** ont été exécutées à hauteur de **4860.001.463.134 FC**, contre les prévisions de **10.795.462.341.697 FC**, soit un taux d'exécution de **45,0%**.

Le tableau ci-dessus renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire :

Tableau 4 : Dépenses de la lutte contre la pauvreté à fin décembre 2023

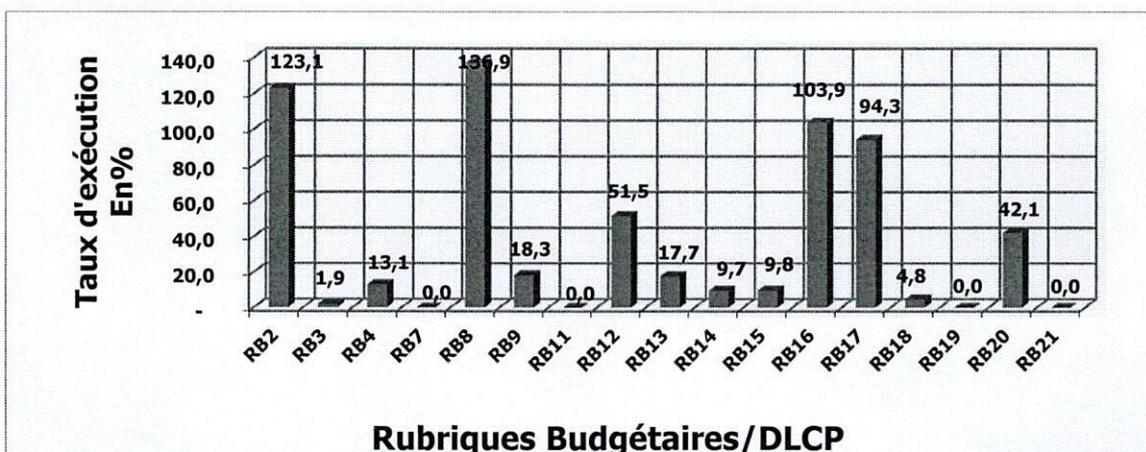
Code	Rubriques budgétaires	Voté	Exécution	Taux. Exéc.	Structure Exéc.
1	Charges Communes	104 826 344 788	129 013 788 036	123,1	2,7
2	Contrepartie des Projets	24 198 284 888	468 874 400	1,9	0,0
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	75 000 000 000	9 809 727 433	13,1	0,2
4	Financement des Réformes	103 832 500 000		0,0	0,0
5	Fonctionnement des Institutions	144 204 232 636	197 351 315 383	136,9	4,1
6	Fonctionnement des Ministères	192 406 790 145	35 295 699 865	18,3	0,7
7	Fonds de Péréquation	796 892 270 641	156 342 407	0,0	0,0
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	323 182 835 491	166 539 137 725	51,5	3,4
9	Investissements sur Ressources Extérieures	2 091 726 108 443	370 593 623 163	17,7	7,6
10	Investissements sur Ressources Propres	526 509 850 938	50 963 419 251	9,7	1,0
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 493 829 221 313	243 342 368 676	9,8	5,0
12	Mise à la Retraite	5 451 642 600	5 662 638 860	103,9	0,1
13	Rémunérations	3 865 723 156 097	3 646 705 220 318	94,3	75,0
14	Subventions aux Organismes Auxiliaires	36 459 282 646	1 742 757 901	4,8	0,0
15	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839		0,0	0,0
16	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	2 356 549 717	42,1	0,0
17	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 053 679 722		0,0	0,0
	Total général	10 795 462 341 697	4 860 001 463 134	45,0	100,0

- **Charges communes (RB2) : 129.013.788.036 FC** contre les prévisions de **104.826.344.788 FC**, soit un taux d'exécution de **123,1%** ;
- **Contrepartie des projets (RB3) : 468.874.400 FC** contre les prévisions de **24.198.284.888 FC**, soit un taux d'exécution de **1,9%** ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 9.809.727.433 FC** contre les prévisions de **75.000.000.000 FC**, soit un taux d'exécution de **13,1%** ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 197.351.315.383 FC** contre les prévisions de **144.204.232.636 FC**, soit un taux d'exécution de **136,9%** ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 35.295.699.865 FC** contre les prévisions de **192.406.790.145 FC**, soit un taux d'exécution de **18,3%** ;
- **Fonds de péréquation (RB9) : 156.342.407 FC** contre les prévisions de **796.892.270.641 FC**, soit un taux d'exécution de **0,0%** ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 166.539.137.725 FC** contre les prévisions de **323.182.835.491 FC**, soit un taux d'exécution de **51,5%** ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 370.593.623.163 FC** contre les prévisions de **2.091.726.108.443 FC**, soit un taux d'exécution de **17,7%** ;

- Investissements sur ressources propres (RB13) : 50.963.419.251 FC contre les prévisions de 526.509.850.938 FC, soit un taux d'exécution de 9,7% ;
- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 243.342.368.676 FC contre les prévisions de 2.493.829.221.313 FC, soit un taux d'exécution de 9,8% ;
- Mise à la retraite (RB15) : 5.662.638.860 FC contre les prévisions de 5.451.642.600 FC, soit un taux d'exécution de 103,9% ;
- Rémunérations (RB16) : 3.646.705.220.318 FC contre les prévisions de 3.865.723.156.097 FC, soit un taux d'exécution de 94,3% ;
- Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 1.742.757.901 FC contre les prévisions de 36.459.282.646 FC, soit un taux d'exécution de 4,8% ;
- Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 2.356.549.717 FC contre les prévisions de 5.594.909.510 FC, soit un taux d'exécution de 42,1%.

A fin décembre, la rubrique **Financement des réformes (RB6)** a été à peine engagée et le **Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21)** n'a connu aucun début d'exécution. Quant aux **Subventions aux services déconcentrés (RB19)**, elles ont été exécutées jusqu'à la phase de l'ordonnement.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/DLCP



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 1 et 2.

Tableau n°1 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure En %	Taux En %
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	208	208	204	205	0,1	98,6
2	FRAIS FINANCIERS	141	141	141	127	0,1	90,1
3	DEPENSES DE PERSONNEL	125 694	125 536	125 429	123 185	84,1	98,0
4	BIENS ET MATERIELS	4 339	4 317	4 261	2 361	1,6	54,4
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	15 981	15 860	15 699	12 437	8,5	77,8
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	10 093	10 014	9 644	6 840	4,7	67,8
7	EQUIPEMENTS	236	232	200	123	0,1	52,1
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 246	1 244	1 236	1 178	0,8	94,5
Total		157 938	157 552	156 814	146 456	100,0	92,7

JP

Du tableau n°1 ci-dessus, il s'avère que le principal bénéficiaire de dépense pour cette période est le titre des dépenses de personnel, suivi des dépenses de transfert et interventions de l'Etat. La dette publique et les frais financiers ont été les titres les moins payés, soit 0,2% de l'ensemble des dépenses exécutées.

Tableau n°2 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

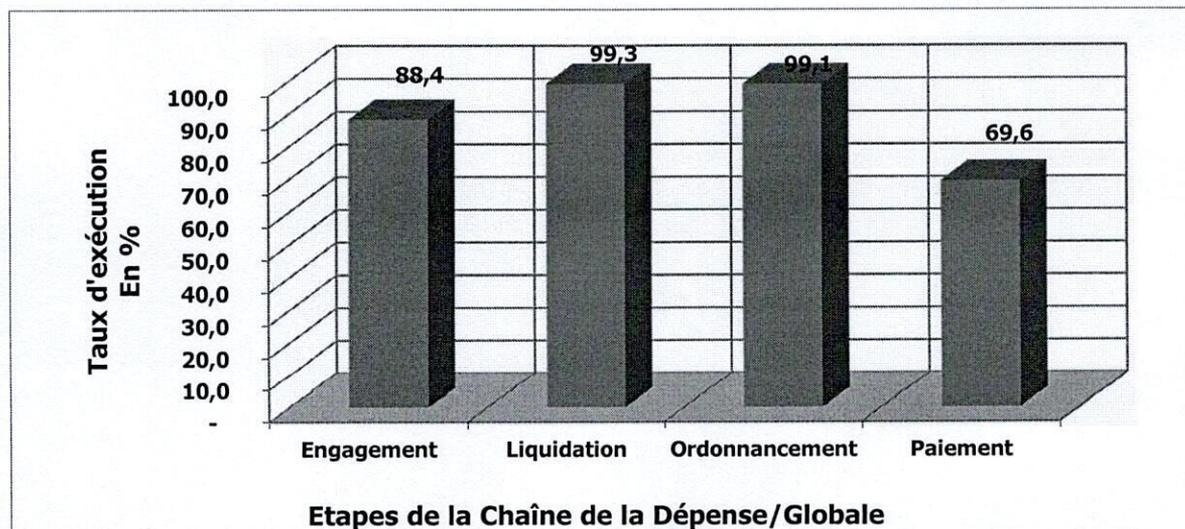
Code	Titre	Crédits Votés	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Payé	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	534 657 918 867	53,1	534 657 918 867	100,0	531 587 070 220	99,4	473 030 100 733	89,0
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	54 100 669 958	8,6	54 100 669 958	100,0	54 100 669 958	100,0	45 539 516 077	84,2
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	8 128 314 601 649	105,9	8 122 596 074 511	99,9	8 099 210 691 847	99,7	7 548 733 390 242	93,2
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	832 912 903 538	213,9	831 861 455 330	99,9	813 221 498 981	97,8	587 252 644 535	72,2
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	5 595 783 568 622	357,6	5 587 390 119 202	99,9	5 510 643 214 967	98,6	2 108 888 175 793	38,3
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	9 332 446 710 204	125,9	9 150 648 504 471	98,1	9 040 728 180 557	98,8	5 692 932 060 266	63,0
7	EQUIPEMENTS	6 882 186 714 119	1 452 057 144 392	21,1	1 450 656 924 584	99,9	1 441 030 442 071	99,3	1 222 572 776 740	84,8
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 737 979 217 823	839 460 266 647	17,7	838 795 896 831	99,9	836 056 452 250	99,7	636 863 168 720	76,2
Total général		30 299 631 685 019	26 769 733 783 878	88,4	26 570 707 563 755	99,3	26 326 578 220 852	99,1	18 315 811 833 105	69,6

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 26.769.733.783.878 FC, contre les prévisions de 30.299.631.685.019 FC, soit un taux global de fluidité de 88,4% ;
- **Liquidation** : 26.570.707.563.755 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,3% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 26.326.578.220.852 FC, renseignant un taux global de fluidité de 99,1% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 18.315.811.833.105 FC indiquant un taux global de fluidité de 69,6% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



88

3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes de volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 3 et 4 ci-après :

Tableau n°3 : Volume de dossiers de dépenses LCP par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure En %	Taux En %
3	DEPENSES DE PERSONNEL	56 844	56 825	56 822	56 639	92,4	99,6
4	BIENS ET MATERIELS	797	791	787	506	0,8	63,5
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 438	1 400	1 376	681	1,1	47,4
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 497	3 466	3 386	2 445	4,0	69,9
7	EQUIPEMENTS	75	75	64	32	0,1	42,7
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	1 046	1 044	1 039	1 009	1,6	96,5
Total		63 697	63 601	63 474	61 312	100,0	96,3

Du tableau n° 3 ci-dessus, il se dégage que les DLCP sont plus orientées vers la rubrique Dépenses de personnel.

Tableau n°4 : Exécution en valeur de dépenses LCP par étape de la Chaîne

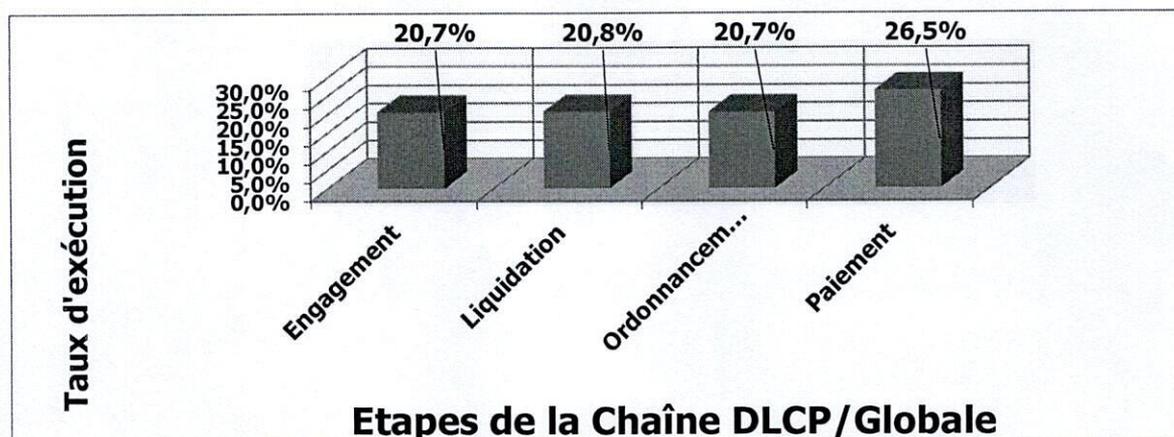
Code	Titre	Crédits Votés	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Payé	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	3 920 958 142 143	3 682 537 242 231	93,9	3 682 005 569 560	100,0	3 681 288 801 216	100,0	3 662 975 160 588	99,5
4	BIENS ET MATERIELS	61 474 629 828	64 993 566 553	105,7	64 798 614 546	99,7	57 852 586 485	89,3	42 555 046 638	73,6
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	305 602 024 401	252 082 664 062	82,5	248 554 128 176	98,6	216 877 768 628	87,3	152 807 928 122	70,5
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	572 218 129 380	693 762 710 164	121,2	690 697 493 411	99,6	655 837 636 653	95,0	336 138 699 889	51,3
7	EQUIPEMENTS	2 877 688 332 223	300 297 599 755	10,4	300 297 599 755	100,0	295 244 347 241	98,3	267 242 752 456	90,5
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 057 521 083 722	550 549 731 260	18,0	549 885 361 445	99,9	549 042 869 286	99,8	398 281 875 440	72,5
Total général		10 795 462 341 697	5 544 223 514 024	51,4	5 536 238 766 892	99,9	5 456 144 009 510	98,6	4 860 001 463 134	89,1

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les DLCP ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 5.544.223.514.024 FC, soit un taux de 20,7% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 5.536.238.766.892 FC, soit un taux de 20,8% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnement** : 5.456.144.009.510 FC, soit un taux de 20,7% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement** : 4.860.001.463.134 FC, soit un taux de 26,5% par rapport aux transferts globaux.

SPC

Graphique n°7 : Exécution par étape des DLCP par rapport aux dépenses globales



III. Programme de Développement local à la base de 145 territoires

a. Brève présentation du programme PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue d'étendre son développement à travers tout son territoire national par un grand projet ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République Démocratique du Congo intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » **PDL-145T** en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre du **PDL-145T** est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (**BCECO**), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (**CFEF**) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (**PNUD**).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement avait lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

A ce jour, les Agences d'exécution ont réalisé un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse des exécutions de PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 %.

JF

MINISTERE DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL AU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

BUDGET 2023

ESB DE DÉPENSES PAR RUBRIQUES : EXÉCUTION AU 31/12/2023 (Situation provisoire)

08/03/2024 12:56:26 Page 1 de 1

N°	Rubriques	Crédits Votés	Prév.Linéaires	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
1	Bourse d'Études	15 000 000 000	15 000 000 000	923 958 199	923 958 199	923 958 199	473 958 199
2	Charges Communes	264 538 212 989	264 538 212 989	413 654 373 245	410 068 787 599	385 539 093 021	253 475 406 343
3	Contrepartie des Projets	150 000 000 000	150 000 000 000	80 350 382 849	79 191 140 449	78 614 112 062	68 746 977 416
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	1 224 000 000 000	1 224 000 000 000	1 350 403 819 927	1 351 535 489 927	1 350 403 819 927	418 171 782 851
5	Dette Publique	1 006 872 707 493	1 006 872 707 493	534 657 918 867	534 657 918 867	531 587 070 220	473 030 100 733
6	Financement des Réformes	645 913 550 023	645 913 550 023	78 298 457 932	74 311 993 706	74 311 993 706	69 266 160 846
7	Fonctionnement des Institutions	1 259 897 387 960	1 259 897 387 960	3 885 434 034 407	3 875 344 635 286	3 851 572 198 903	2 590 686 322 157
8	Fonctionnement des Ministères	1 947 627 674 897	1 947 627 674 897	7 394 975 333 957	7 225 342 862 567	7 149 588 080 038	3 044 799 136 796
9	Fonds de Péréquation	1 780 659 844 745	1 780 659 844 745	12 843 430 520	12 843 430 520	12 843 430 520	156 342 407
10	Frais Financiers	630 649 795 606	630 649 795 606	54 100 669 958	54 100 669 958	54 100 669 958	45 539 516 077
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 480 123 991 283	1 480 123 991 283	1 427 103 732 507	1 417 713 866 895	1 377 041 914 687	953 133 162 039
12	Investissements sur Ressources Extérieures	4 959 375 130 526	4 959 375 130 526	1 154 737 244 122	1 154 737 244 122	1 154 737 244 122	1 154 737 244 122
13	Investissements sur Ressources Propres	1 797 005 405 298	1 797 005 405 298	601 325 199 942	601 084 222 534	594 771 177 489	312 192 513 897
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 931 491 761 597	2 931 491 761 597	442 261 153 606	441 596 783 790	436 120 930 129	323 602 867 618
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	270 211 249 514	342 498 460 054	342 498 460 054	342 498 460 054	101 027 905 341
16	Rémunérations	7 130 000 000 000	7 130 000 000 000	7 369 685 645 264	7 369 559 060 379	7 354 993 027 152	7 237 366 455 124
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 256 903 124 918	1 256 903 124 918	970 959 358 955	970 959 358 955	970 959 358 955	964 318 244 577
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	492 809 872 536	492 809 872 536	88 011 883 042	86 804 238 677	71 359 163 351	14 743 553 470
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	22 750 000 000	11 313 980 867	11 313 980 867	5 708 827 019	
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	30 480 000 000	14 157 066 413	14 081 781 158	13 007 521 492	4 336 016 624
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	738 321 975 634	738 321 975 634	542 037 679 246	542 037 679 246	515 896 169 848	286 008 166 470
22	TVA Remboursable	265 000 000 000	265 000 000 000				
TOTAL GENERAL		30 299 631 685 019	30 299 631 685 019	26 769 733 783 878	26 570 707 563 755	26 326 578 220 852	18 315 811 833 105

MINISTERE DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL AU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

BUDGET 2023

ESB DE DÉPENSES PAR TITRES : EXÉCUTION AU 31/12/2023 (Situation provisoire)

08/03/2024 13:45:27 Page 1 de 1

N°	Titres budgétaires	Crédits Votés	Prév.Linéaires	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	1 006 872 707 493	534 657 918 867	534 657 918 867	531 587 070 220	473 030 100 733
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	630 649 795 606	54 100 669 958	54 100 669 958	54 100 669 958	45 539 516 077
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	7 673 723 678 800	8 128 314 601 649	8 122 596 074 511	8 099 210 691 847	7 548 733 390 242
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	389 465 805 251	832 912 903 538	831 861 455 330	813 221 498 981	587 252 644 535
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 564 638 068 802	5 595 783 568 622	5 587 390 119 202	5 510 643 214 967	2 108 888 175 793
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	7 414 115 697 125	9 332 446 710 204	9 150 648 504 471	9 040 728 180 557	5 692 932 060 266
7	EQUIPEMENTS	6 882 186 714 119	6 882 186 714 119	1 452 057 144 392	1 450 656 924 584	1 441 030 442 071	1 222 572 776 740
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAG	4 737 979 217 823	4 737 979 217 823	839 460 266 647	838 795 896 831	836 056 452 250	636 863 168 720
TOTAL GENERAL		30 299 631 685 019	30 299 631 685 019	26 769 733 783 878	26 570 707 563 755	26 326 578 220 852	18 315 811 833 105

MINISTERE DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL AU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

BUDGET 2023

ESB DE DÉPENSES PAR FONCTION : EXÉCUTION AU 30/11/2023 (Situation provisoire)

08/03/2024 13:59:40 Page 1 de 1

N°	Grandes foctions	Crédits Votés	Prév.Linéaires	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
01	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	10 259 521 539 752	9 404 561 411 439	10 271 871 096 757	10 267 863 838 821	9 944 701 444 220	6 480 536 278 669
02	DEFENSE	2 124 643 023 997	1 947 589 438 664	2 037 326 143 108	2 032 253 334 390	1 962 034 439 219	1 332 302 291 418
03	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	1 428 413 424 425	1 309 378 972 390	5 004 175 862 899	5 002 021 871 744	4 893 639 314 992	1 488 439 293 986
04	AFFAIRES ECONOMIQUES	6 977 346 668 348	6 395 901 112 653	1 743 107 104 927	1 725 348 975 109	1 646 945 902 153	1 169 536 311 825
05	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	248 657 706 495	227 936 230 954	141 897 774 736	139 402 318 989	134 100 184 285	128 143 015 950
06	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	329 216 065 432	301 781 393 313	266 591 463 917	265 936 172 147	256 675 624 006	186 696 194 039
07	SANTE	2 850 669 024 397	2 613 113 272 364	1 586 392 493 123	1 582 395 900 916	1 452 890 097 765	1 312 780 762 608
08	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	314 038 988 381	287 869 072 683	406 057 812 206	404 749 979 804	386 616 074 401	301 719 124 714
09	ENSEIGNEMENT	5 181 577 381 890	4 749 779 266 733	4 220 962 347 690	4 218 622 845 676	3 897 063 091 164	3 727 960 675 588
10	PROTECTION SOCIALE	585 547 861 902	536 752 206 743	282 963 598 531	281 704 992 687	268 110 129 811	175 630 803 635
TOTAL GENERAL		30 299 631 685 019	27 774 662 377 934	25 961 345 697 895	25 920 300 230 281	24 842 776 302 015	16 303 744 752 433

MINISTERE DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL AU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

BUDGET 2023

ESB DE DÉPENSES LCP PAR RUBRIQUE : EXÉCUTION AU 31/12/2023 (Situation provisoire)

08/03/2024 14:09:46 Page 1 de 1

N°	Rubriques	Crédits Votés	Prév.Linéaires	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
1	Charges Communes	104 826 344 788	104 826 344 788	204 205 777 055	201 419 036 978	185 404 506 376	129 013 788 036
2	Contrepartie des Projets	24 198 284 888	24 198 284 888	5 092 595 245	5 092 595 245	5 092 595 245	468 874 400
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	75 000 000 000	75 000 000 000	41 661 846 886	42 793 516 886	41 661 846 886	9 809 727 433
4	Financement des Réformes	103 832 500 000	103 832 500 000	2 297 839 310			
5	Fonctionnement des Institutions	144 204 232 636	144 204 232 636	275 443 791 556	274 800 860 360	269 534 724 784	197 351 315 383
6	Fonctionnement des Ministères	192 406 790 145	192 406 790 145	90 923 828 057	89 824 017 099	63 694 964 684	35 295 699 865
7	Fonds de Péréquation	796 892 270 641	796 892 270 641	12 843 430 520	12 843 430 520	12 843 430 520	156 342 407
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	323 182 835 491	323 182 835 491	355 677 650 197	354 161 615 531	339 055 282 511	166 539 137 725
9	Investissements sur Ressources Extérieures	2 091 726 108 443	2 091 726 108 443	370 593 623 163	370 593 623 163	370 593 623 163	370 593 623 163
10	Investissements sur Ressources Propres	526 509 850 938	526 509 850 938	108 517 870 291	108 517 870 291	106 201 026 858	50 963 419 251
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 493 829 221 313	2 493 829 221 313	353 799 811 797	353 135 441 981	349 556 540 742	243 342 368 676
12	Mise à la Retraite	5 451 642 600	5 451 642 600	5 662 638 860	5 662 638 860	5 662 638 860	5 662 638 860
13	Rémunérations	3 865 723 156 097	3 865 723 156 097	3 652 525 657 413	3 652 525 657 413	3 652 525 657 413	3 646 705 220 318
14	Subventions aux Organismes Auxiliaires	36 459 282 646	36 459 282 646	58 308 113 501	58 274 707 646	48 839 450 774	1 742 757 901
15	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	3 571 231 839	1 882 524 113	1 882 524 113	1 016 489 889	
16	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	5 594 909 510	4 786 516 061	4 711 230 806	4 461 230 806	2 356 549 717
17	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 053 679 722	2 053 679 722				
TOTAL GENERAL		10 795 462 341 697	10 795 462 341 697	5 544 223 514 024	5 536 238 766 892	5 456 144 009 510	4 860 001 463 134

JP

MINISTERE DU BUDGET

SECRETARIAT GENERAL AU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

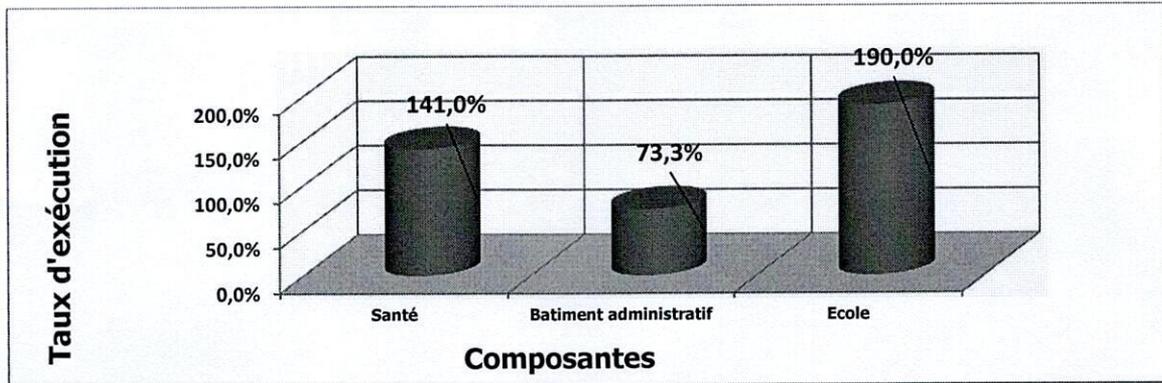
BUDGET 2023

ESB DE DÉPENSES TRANSFEREES EN PROVINCE : EXÉCUTION AU 31/12/2023 (Situation provisoire)

08/03/2024 14:14:55 Page 1 de 1

N°	Rubriques	Crédits Votés	Prév.Linéaires	Engagements	Liquidations	Ordonnancements	Paiements
1	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 931 491 761 597	2 931 491 761 597	442 261 153 606	441 596 783 790	436 120 930 129	323 602 867 618
2	Rémunérations	2 975 741 128 154	2 975 741 128 154	2 759 728 559 811	2 759 728 559 811	2 759 728 559 811	2 759 728 559 811
3	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	738 321 975 634	738 321 975 634	542 037 679 246	542 037 679 246	515 896 169 848	286 008 166 470
TOTAL GENERAL		6 645 554 865 385	6 645 554 865 385	3 744 027 392 663	3 743 363 022 847	3 711 745 659 788	3 369 339 593 899

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1



IV. OBSERVATION

Il importe de noter la nécessité pour la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (**DGTCP**) de capter à temps les avis de débits lui transmis par la Banque Centrale du Congo (**BCC**), afin de permettre à la **DGPPB** de produire dans le délai les **ESB** exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 13 décembre 2023 sur la conciliation des chiffres entre l'**ESB** et le **TOFE/PTR**, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il s'est dégagé les points ci-dessous :

- la production des **ESB** et leur affichage est un engagement du Gouvernement de la République Démocratique du Congo et une exigence des Partenaires Techniques et Financiers, le respect du Manuel des procédures et du circuit de la dépense publique, le captage régulier des informations des dépenses effectuées sur ressources extérieures, dans le délai, conformément à l'Arrêté interministériel (Finances-Budget-Plan) portant réglementation du circuit d'information sur les ressources extérieures, en vue de permettre l'exhaustivité des statistiques de l'exécution de dépenses et leur reflet dans les **ESB** ;
- la mise en place d'un environnement test par la **CII** pour résoudre le problème de réception systématique des avis de débit dans la chaîne de la dépense ;
- l'écart entre l'**ESB** et le **TOFE/PTR** est de **4.223.836.262.429 FC** provenant des volumes des dépenses hors chaîne ; le respect du calendrier de transmission des encaissements et des décaissements du Trésor à la **DGPPB** convenu en date du 04 décembre 2021 entre la **DGPPB** et la **DGTCP** pour permettre à la **DGPPB** de résorber cet écart et de produire les **ESB** conciliés ;
- la transmission régulière par les agences (**CFEF, BCECO, PNUD**), de l'exécution de dépenses de **PDL-145T** pour leur intégration dans la chaîne de la dépense afin d'être comptabilisée dans les **ESB**.

Fait à Kinshasa, le

Rolly LENGU MBEMBO
Directeur Général